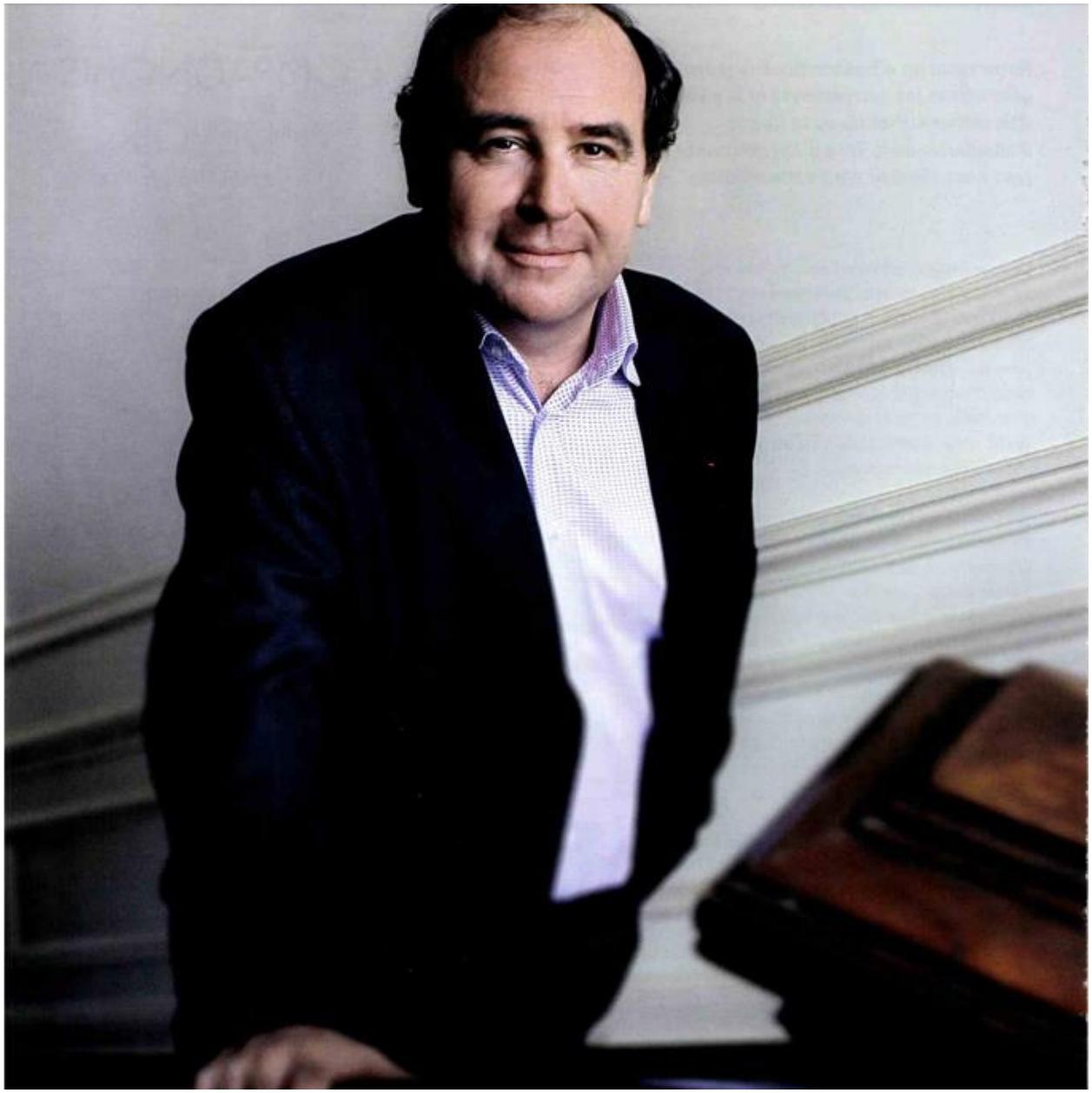
01/02/2016

Objectif Languedoc Roussillon



Fondateur du fonds Truffle Capital, le Dr Philippe Pouletty est une figure des biotechnologies en France et dans le monde. Titulaire de 29 brevets, il a cofondé de nombreuses sociétés phares, comme Carmat, créatrice du premier cœur artificiel, mais aussi Deinove, Abivax ou Stratoz, toutes basées à Montpellier. Une conception à part du métier d'investisseur, qu'il explique à *Objectif Languedoc-Roussillon*, alors que le Pass French Tech vient d'être élargi aux biotechs en avant-première à Montpellier.

PHILIPPE POULETTY | Directeur général de Truffle Capital

« La France a une épargne énorme, mais elle est mal utilisée »

Vous êtes souvent décrit comme un « investisseur atypique ». Avez-vous la même perception ?
Oui, c'est vrai. Je suis différent de la moyenne des investisseurs européens, au sens où je gère un fonds de 700 M€ de capital-risque avec une pratique d'entrepreneur/créateur d'entreprises. Souvent, les investisseurs misent sur des sociétés avancées, ce qui réduit leur exposition au risque. Avec mes associés de Truffle Capital, nous mettons les mains dans le cambouis. Nous sommes administrateurs, et souvent co-fondateurs d'entreprises que nous accompagnons sur huit ou dix ans. Je soutiens des projets à fort potentiel mais souvent perçus comme étant à risque. Regardez Carmat, une société que peu de gens auraient accepté de lancer… À Montpellier, j'ai co-fondé Deinove à un moment où il n'existait aucune demande de brevet sur leur sujet*.

Comment définissez-vous l'innovation de rupture ?
Souvent le produit que vous développez n'a pas de nom, et repose sur un brevet un peu léger. À terme, il bouleversera la vie des gens, comme le fera un jour l'innovation de Deinove. La majorité des investisseurs préfèrent l'innovation marginale en se disant que c'est moins risqué. À mes yeux, c'est un non-sens. En vous limitant à l'innovation marginale, vous vous positionnez sur un secteur où vous aurez une forte concurrence. Je préfère l'innovation radicale. La R&D prendra plus de temps, mais en arrivant le premier, même avec une taille de PME, vous pourrez prendre des parts de marché mondiales.

À la tête de France Biotech pendant dix ans, vous avez initié le statut de Jeune Entreprise Innovante. A-t-on fait assez de progrès, depuis, en terme de valorisation de la recherche académique ?
Si vous me permettez un accès de prétention, je vous réponds que oui, j'ai conçu le statut de JEI et que je l'ai vendu à Dominique Strauss-Kahn (*alors ministre de l'Économie, dans le gouvernement Jospin, NDLR*). Et oui, nous avons fait d'énormes progrès. Entre les années 90 et le début des années 2000, la véritable innovation n'était pas assez soutenue en France. On considérait que c'était aux groupes comme Sanofi ou Rhône-Poulenc de la prendre en charge. À France Biotech, notre idée était qu'il fallait combler ce retard. Il fallait être radical, de sorte que n'importe où dans le monde, on se dise que c'est en France qu'existe le meilleur statut d'entreprise innovante. Avec le JEI, on a prouvé qu'on peut construire de belles entreprises via des brevets académiques, à condition qu'on favorise les chercheurs qui prennent des risques. Le gouvernement Fillon a, par la suite, amputé ce statut… Vu d'Amérique, c'est encore en Europe qu'existe la meilleure incitation fiscale en innovation. Les États-Unis dominent nettement dans l'entrepreneuriat, sur l'IT (*technologies de l'information, NDLR*) ou les greentechs, avec des start-ups qui connaissent une croissance rapide. Mais la France est un bon pays pour en créer en s'appuyant sur la recherche académique nationale, mais aussi la recherche internationale, ce qu'on sait peu : celle-ci peut être au service des entreprises en France. Au sein de Truffle Capital, nous ►

► rachetons souvent des brevets développés à Stamford ou sur d'autres campus américains.

Pourquoi les start-ups américaines grandissent-elles plus vite que les françaises ?

Parce que nous sommes moins bons à l'étage suivant : la capacité à lever 200 M€ pour développer une PME. Ce qui pousse de plus en plus d'entreprises françaises à se faire coter au Nasdaq (*marché d'actions américain réservé aux entreprises technologiques, NDLR*). Mais il y a un effet secondaire négatif : plus leur actionnariat se détourne vers les États-Unis, plus le management et les centres opérationnels de ces sociétés se déplacent vers les États-Unis également. Nous avons une énorme épargne en France, mais elle est mal utilisée. On estime que le stock d'assurance-vie s'élève à 1 500 Mds €, dont moins de 1 % vont vers les PME. Pour avoir un environnement porteur, nous devrions faire une réforme de l'assurance-vie, de sorte à réserver 5 à 7 % de cette épargne aux JEI. Nous n'obtiendrons pas 2 ou 5 % de croissance supplémentaires en France uniquement avec le partage du temps de travail ou avec du service à la personne. Nous ne réussirons qu'en ayant beaucoup plus d'entreprises à forte croissance. La réforme que j'évoque tiendrait en trois lignes dans une loi de finances.

Pourtant, Cisco vient d'annoncer un plan d'investissement de 200 M€ en France, et la presse financière américaine chante les louanges de la French Tech…

Cela change peu à peu mais hélas, quand on fait un pas en avant, on fait aussitôt un demi-pas en arrière. Oui, il est admis qu'on peut développer aujourd'hui, en France, de belles start-ups. Mais quand en 2012, François Hollande se fait élire en promettant une stupide taxe à 75 % sur les revenus supérieurs à 1 M€, les effets sont dévastateurs dans le monde. On m'en parle encore aux États-Unis ! Une image se construit dans la durée. Un petit pays comme la France doit éviter de donner des contre-exemples, sinon les investisseurs ne perdront pas de temps à analyser la situation locale.

Les biotechs ont des cycles de R&D très longs. Pourquoi des investisseurs, qui cherchent un retour sur investissement, se tournent-ils vers elles ?

Le temps pour développer de nouveaux produits peut être long, mais la valorisation des biotechs et des medtechs peut être élevée sans pour autant qu'elles dégagent de chiffre d'affaires. Par exemple, nous avons coté la société Abivax (*médicaments antiviraux contre les maladies infectieuses sévères, dont le Sida, NDLR*) en bourse en juin dernier, alors que Truffe Capital était le seul fonds à la financer jusqu'alors. Nous avons levé 57 M€, ce qui en fait la plus grosse introduction en bourse jamais réussie en France dans les biotechs. Cette performance va générer des multiples importants pour Truffle Capital, et justifie amplement les risques pris en créant cette entreprise.

Quid des entreprises basées à Montpellier, où vous investissez ?

Nous sommes co-fondateurs de Deinove. Nous avons trouvé à Montpellier des compétences en R&D et un environnement favorable pour créer des start-ups à fort potentiel, ce qui nous a convaincu d'installer une équipe de recherche sur la thématique des biocarburants. De même, nous avons fait évoluer Splicos vers une nouvelle société, Abivax, dès lors que nous avions identifié une équipe de pointe à Montpellier (un des deux centres de R&D d'Abivax est à Montpellier, et le siège de l'entreprise est à Paris, NDLR). Enfin, nous avons aussi créé une entreprise de chimie verte, Stratoz, en nous appuyant sur l'expertise que son directeur général, Jacques Biton, a acquise au sein de Deinove. Il y a à Montpellier un air de Silicon Valley. Le soleil et la mer sont des ingrédients essentiels pour faire naître de belles start-ups : les gens sont d'une nature optimiste, il règne un esprit jeune grâce à une forte population étudiante, et il est plus facile d'attirer ici des chercheurs venus de France ou des États-Unis.

Montpellier cumule la labellisation French Tech, et l'extension du Pass French Tech aux biotechs. Des signes positifs à vos yeux ?

Tout ce qui va dans le sens de l'émergence de PME technologiques est une bonne chose. Ensuite, il faut vérifier la réalité des effets d'annonce. Personnellement, je suis un peu échaudé par le sort réservé aux 34 plans industriels lancés par Arnaud Montebourg (*alors ministre du Redressement productif dans le gouvernement Ayrault, NDLR*). Il y a eu un très fort vent médiatique autour de cette idée alors qu'à l'arrivée, elle a été réduite comme peau de chagrin. L'argent promis pour soutenir ces filières n'existe pas, malgré l'implication de nombreux chefs d'entreprise dans la démarche. Il faudrait donc voir ce que signifie la French Tech. Souvent, les gouvernements successifs recyclent des fonds qui existaient sous des noms différents.

La nouvelle région LRMP vient d'être créée. Comment voyez-vous ce nouvel ensemble ?

C'est une bonne idée également. Mais là encore, que signifie cette réforme pour l'innovation ? J'approuve la mise en place d'une nouvelle région si elle se traduit par la création d'un fonds d'investissement et de poches d'avances remboursables. Si c'est juste un outil de communication, elle aura peu d'impact. Il faut éviter de créer des couches bureaucratiques qui n'ont pas beaucoup de vertus.

La fusion des régions s'ouvre avec une rivalité entre Toulouse et Montpellier, candidates rivales à la création d'un centre de protonthérapie. Cela augure-t-il mal de l'avenir ?

Tout dépend de qui prend la décision, et sur quels critères. Il faut savoir si l'on décide sur des arguments objectifs ou influencés par tel ou tel lobby. La France est un petit pays, et je sais qu'il est difficile d'éviter l'influence des lobbies. Mais elle ne reconnaît pas assez le travail de jury d'experts internationaux et leur vocation à prendre de bonnes décisions dans des cas comme celui-ci. À cette réserve près, je crois que la concurrence peut être un phénomène positif. Il n'est pas obligatoire que les gens s'entendent entre eux sur tous les sujets, sinon on court le risque que le projet soit trop consensuel. Que le meilleur gagne ! ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ANTHONY REY